

# Proposition

(C)2338

7 avril 2022

Proposition d'arrêté royal fixant le mode de calcul et les modalités de contrôle du coût de la réserve stratégique et du mécanisme de rémunération de capacité

Articles 7*octies*, alinéa 2, et 7*undecies*, § 15, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité

Non-confidentiel

# TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES .....	2
INTRODUCTION .....	3
1. CADRE LEGAL .....	3
1.1. OSP réserve stratégique et OSP mécanisme de rémunération de capacité.....	3
1.2. Disposition transitoire.....	5
2. ANTECEDENTS.....	6
3. PRINCIPES.....	6
3.1. Principe 1 – Attention constante accordée à la maîtrise des coûts et au caractère raisonnable des éléments à couvrir par le budget de l’Etat fédéral.....	6
3.2. Principe 2 – transparence des budgets et des soldes.....	6
3.3. Principe 3 – scission claire entre les coûts du gestionnaire de réseau de transport et les coûts des OSP réserve stratégique et CRM .....	7
4. COMMENTAIRES DES ARTICLES .....	7
4.1. Chapitre 1 <sup>er</sup> : dispositions générales .....	7
4.2. Chapitre 2 : mode de calcul des coûts .....	7
4.3. Chapitre 3 : Modalités de contrôle des coûts .....	8
4.3.1. Section 1 <sup>ère</sup> . Principes généraux .....	9
4.3.2. Section 2. Critères de raisonnabilité des coûts .....	9
4.3.3. Section 3. Modalités de contrôle des coûts des gestionnaires de réseau étrangers....	10
4.4. Chapitre 4: Communication des informations.....	10
4.5. Chapitre 5: Dispositions finales.....	11
5. PROPOSITION D’ARRETE ROYAL .....	11
ANNEXE 1.....	12

# INTRODUCTION

La COMMISSION DE RÉGULATION DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ (CREG) soumet, ci-après, sa proposition d'arrêté royal fixant le mode de calcul et les modalités de contrôle du coût de la réserve stratégique et du mécanisme de rémunération de capacité (ci-après : CRM). Il s'agit de coûts à charge du gestionnaire du réseau (Elia Transmission Belgium S.A., ci-après : Elia) à couvrir par le budget de l'Etat fédéral.

La présente proposition comporte cinq parties. Le cadre légal est exposé dans la première partie. La deuxième partie reprend les antécédents. La troisième partie énumère les éléments fondamentaux de la méthodologie. Le commentaire des articles est formulé dans la quatrième partie. La cinquième partie contient la proposition d'arrêté royal proprement dite.

Pour disposer d'une vue d'ensemble du dispositif, il convient de se référer également au protocole signé entre l'Etat fédérale, Elia et la CREG qui fixe les modalités de mise à disposition mensuelle des ressources à Elia, à charge de l'Etat fédéral.

Cette proposition a été adoptée par le comité de direction de la CREG lors de sa réunion du 7 avril 2022.

## 1. CADRE LEGAL

### 1.1. OSP RÉSERVE STRATÉGIQUE ET OSP MÉCANISME DE RÉMUNÉRATION DE CAPACITÉ

1. Les articles *7bis* à *7decies* de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après : la loi électricité) instaurent un mécanisme de réserve stratégique qui constitue une obligation de service publique (ci-après également : OSP) pour le gestionnaire du réseau. Il y est notamment prévu qu'Elia doit réaliser des études relatives à la sécurité d'approvisionnement du pays et que le ministre de l'Energie peut donner instruction à Elia de constituer une réserve stratégique, à charge pour Elia d'organiser l'appel d'offres de réserve stratégique puis de contracter les candidats si une réserve stratégique est nécessaire.

2. A propos du financement et de la couverture des coûts de la réserve stratégique, l'article *7octies*, modifié par l'article 81 de la loi-programme du 27 décembre 2021, prévoit ce qui suit :

*« Le coût de la réserve stratégique est financé selon les modalités définies à l'article 21quinquies. Cette surcharge est soumise à l'approbation de la commission.*

*Par arrêté délibéré en Conseil des ministres et sur proposition de la commission, le Roi détermine le mode de calcul et les modalités de contrôle du coût des mesures visées à l'alinéa 1er pour chaque année où une réserve stratégique est constituée. Ce coût est déterminé conformément à la procédure suivante:*

*1° au plus tard le 1er novembre de chaque année pour laquelle une réserve stratégique est constituée, la commission estime le coût par mois des mesures visées au premier alinéa pour la période hivernale considérée. À cette fin, le gestionnaire du réseau fournit à la commission, le 15 septembre au plus tard, un rapport contenant les données pertinentes;*

*2° au plus tard le 1er juin de chaque année, la commission procède à la détermination du montant d'un ajustement au titre de la période hivernale précédente sur la base des coûts réels encourus lors de cette période hivernale en raison des mesures visées au premier alinéa. À cette fin, le gestionnaire du réseau fournit à la commission, au plus tard le 15 avril, un rapport contenant les données pertinentes. Si un solde est constaté, la régularisation avec l'État fédéral est effectuée au plus tard le 1er juillet de l'année au cours de laquelle il a été déterminé;*

*3° la commission tient un inventaire avec un aperçu par année des coûts estimés et réels des mesures visées au premier alinéa.*

*L'État fédéral, le gestionnaire du réseau et la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz concluent un protocole pour déterminer les modalités de mise à disposition mensuelle des ressources pour satisfaire à l'obligation visée à l'alinéa 1er et pour préciser tous les droits et obligations connexes et autres des parties contractantes. Les règles de financement décrites dans le protocole précité permettent au gestionnaire du réseau de disposer des ressources nécessaires prévus par la présente loi, dans le but de payer à temps les coûts découlant des mesures visées au premier alinéa et d'éviter un préfinancement dans le chef du gestionnaire du réseau. »*

3. Les articles 7undecies à 7duodecies de la loi électricité instaurent un mécanisme de rémunération de capacité (ci-après : le CRM) et chargent à ce titre le gestionnaire du réseau d'une série de missions et d'activités constituant dans son chef des obligations de service publique.

4. A propos du financement et de la couverture des coûts du mécanisme de rémunération de capacité, l'article 7undecies, § 15, modifié par l'article 82 de la loi-programme du 27 décembre 2021, prévoit notamment ce qui suit :

*« Les missions attribuées au gestionnaire du réseau dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité, visées dans la présente section et, le cas échéant, dans la section 3, constituent des obligations de service public dont les coûts nets sont financés selon les modalités définies à l'article 21quinquies, après déduction de toute recette éventuelle générée dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité visé à la présente section et visé à la section 3, et sans préjudice des règles relatives à l'attribution de recettes spécifiques visées à l'article 26, § 9, du Règlement (UE) n° 2019/943.*

*Font entre autres partie des coûts des obligations de service public visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les coûts raisonnables et équitables exposés par les gestionnaires de réseau de transport étrangers avec lesquels un accord visé au paragraphe 8, alinéa 1er, 3°, a été conclu pour le développement et la mise en œuvre de la participation de capacité étrangère indirecte au mécanisme de rémunération de capacité belge pour autant, dans le cas où un mécanisme de rémunération de capacité a été développé dans l'Etat membre de l'Union européenne limitrophe, qu'un accord conclu entre les gestionnaires de réseau des deux Etats membres de l'UE concernés et approuvé au moins par la commission, et contient le principe selon lequel des coûts du gestionnaire du réseau liés à la participation de la capacité belge au mécanisme de rémunération de capacité de l'Etat concerné seront supportés directement ou indirectement par le biais du mécanisme de rémunération de capacité de cet Etat.*

*Par arrêté délibéré en Conseil des ministres et sur proposition de la Commission, le Roi détermine le mode de calcul et les modalités de contrôle du coût des mesures visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour chaque année où une réserve stratégique est constituée. Ce coût est déterminé conformément à la procédure suivante:*

*1° au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année pour laquelle une réserve stratégique est constituée, la commission estime le coût par mois des mesures visées au premier alinéa pour la période hivernale considérée. À cette fin, le gestionnaire du réseau fournit à la commission, le 15 septembre au plus tard, un rapport contenant les données pertinentes;*

*2° au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de chaque année, la commission procède à la détermination du montant d'un ajustement au titre de la période hivernale précédente sur la base des coûts réels encourus lors de cette période hivernale en raison des mesures visées au premier alinéa. À cette fin, le gestionnaire du réseau fournit à la commission, au plus tard le 15 avril, un rapport contenant les données pertinentes. Si un solde est constaté, la régularisation avec l'État fédéral est effectuée au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet de l'année au cours de laquelle il a été déterminé;*

*3° la commission tient un inventaire avec un aperçu par année des coûts estimés et réels des mesures visées au premier alinéa.*

*L'État fédéral, le gestionnaire du réseau et la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz concluent un protocole pour déterminer les modalités de mise à disposition mensuelle des ressources pour satisfaire à l'obligation visée à l'alinéa 1er et pour préciser tous les droits et obligations connexes et autres des parties contractantes. Les règles de financement décrites dans le protocole précité permettent au gestionnaire du réseau de disposer des ressources nécessaires prévus par la présente loi, dans le but de payer à temps les coûts découlant des mesures visées au premier alinéa et d'éviter un préfinancement dans le chef du gestionnaire du réseau. »*

5. La présente proposition met en œuvre les dispositions de l'article 7octies, alinéa 2, et 7undecies, §15, alinéa 3, de la loi électricité.

6. De façon à garantir la cohérence l'arrêté royal proposé vaut pour les deux OSP.

## **1.2. DISPOSITION TRANSITOIRE**

7. L'article 92 de la loi-programme du 27 décembre 2021 contient la disposition transitoire suivante:

*« § 1<sup>er</sup>. Au plus tard le 15 janvier 2022, la commission procède à une estimation du coût par mois des mesures visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, alinéas 2, 4 et 5, à l'article 7octies, alinéa 1<sup>er</sup>, et à l'article 7undecies, § 15, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, pour l'année d'exploitation 2022.*

*§ 2. Au plus tard le 1<sup>er</sup> juin 2022, la commission détermine:*

*1° le coût encouru, au cours de l'année 2021 et, le cas échéant, de l'année 2020, des mesures visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, alinéas 2, 4 et 5, à l'article 7octies et à l'article 7undecies de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité;*

*2° le solde éventuel, positif ou négatif, des montants collectés en 2021 et, le cas échéant, en 2020, par le gestionnaire du réseau, au titre des articles 7, §§ 1<sup>er</sup> et 2, et 7octies de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.*

*À cette fin, le gestionnaire du réseau fournit à la commission, au plus tard le 1<sup>er</sup> février 2022, un rapport contenant les données pertinentes.*

*Le solde éventuel, visé à l'alinéa 1er, 2°, est régularisé au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2022 avec l'État belge. »*

## **2. ANTECEDENTS**

8. Jusqu'en 2021, les coûts des missions attribuées au gestionnaire du réseau dans le cadre de l'obligation de service public réserve stratégique étaient couverts par un tarif ; ce tarif couvrait également les tâches accomplies par le gestionnaire du réseau dans le cadre de la préparation et de la mise en œuvre du CRM. Le mode de calcul et les modalités de détermination des coûts étaient donc régis par la méthodologie tarifaire visée à l'article 12, § 2, de la loi électricité. La proposition d'arrêté royal vise à assurer la continuité du processus tout en tenant davantage compte des spécificités des deux obligations de service public.

9. Des échanges ont eu lieu entre la CREG et Elia dans le cadre de l'élaboration de la proposition d'arrêté royal.

## **3. PRINCIPES**

### **3.1. PRINCIPE 1 – ATTENTION CONSTANTE ACCORDEE A LA MAITRISE DES COUTS ET AU CARACTERE RAISONNABLE DES ELEMENTS A COUVRIR PAR LE BUDGET DE L'ETAT FEDERAL**

10. Le contrôle du caractère raisonnable et nécessaire des coûts budgétés et dans le relevé des coûts réels est l'objectif majeur de la proposition d'arrêté royal.

11. Deux natures de coûts sont identifiées :

- a) les coûts (et réductions de coûts) non-gérables, sur lesquels le gestionnaire du réseau n'a pas ou peu de contrôle;
- b) les coûts (et réductions de coûts) gérables, sur lesquels le gestionnaire du réseau exerce un contrôle important. Afin d'être acceptés ceux-ci devront répondre à des critères de raisonabilité.

12. Une attention particulière sera accordée aux justifications apportées à l'évolution des postes de coûts d'un exercice à l'autre.

### **3.2. PRINCIPE 2 – TRANSPARENCE DES BUDGETS ET DES SOLDES**

13. Les données à fournir par Elia devront être suffisamment détaillées et explicites pour permettre à la CREG un contrôle effectif du mode d'établissement du budget et des hypothèses sous-jacentes ainsi qu'une vérification exhaustive de la réalité des coûts et des recettes.

### **3.3. PRINCIPLE 3 – SCISSION CLAIRE ENTRE LES COÛTS DU GESTIONNAIRE DE RESEAU DE TRANSPORT ET LES COÛTS DES OSP RESERVE STRATEGIQUE ET CRM**

14. De façon à éviter une subsidiation croisée entre les tarifs de réseau et les coûts liés aux activités CRM et réserve stratégique, la proposition d'arrêté royal prévoit la tenue de comptes scindés, fixe les règles d'imputation des frais généraux et du coût d'activités communes, et précise le mode d'imputation de certains coûts. Pour l'essentiel, ces règles sont reprises de la méthodologie tarifaire et sont alignées sur les adaptations que la CREG entend y apporter pour la période régulatoire 2024-2027.

## **4. COMMENTAIRES DES ARTICLES**

### **4.1. CHAPITRE 1<sup>ER</sup> : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 1<sup>er</sup>.**

15. Dans cet article, un certain nombre de notions utilisées dans la méthodologie sont définies.

### **4.2. CHAPITRE 2 : MODE DE CALCUL DES COÛTS**

16. Ce chapitre a pour but de définir clairement les éléments de coûts et de revenus pris en compte pour le calcul du coût net de chacune des deux OSP.

#### **Art. 2.**

17. Cet article dispose que seuls les coûts nécessaires qui n'ont pas été jugés déraisonnables par la CREG peuvent être couverts par les ressources de l'Etat fédéral.

#### **Art. 3 à 6.**

18. La méthodologie doit permettre de couvrir de manière efficiente l'ensemble des coûts nécessaires pour l'exécution des obligations de service publique réserve stratégique et CRM qui incombent au gestionnaire du réseau. C'est pourquoi, les articles 3 et 5 de la proposition d'arrêté royal décrivent les activités à réaliser dans le cadre de ces OSP dont les coûts peuvent être couverts, et les articles 4 et 6 énumèrent les différents coûts et réductions de coûts pertinents.

#### **Art. 4, §2 et 7.**

19. Ces articles répartissent les coûts en deux catégories différentes en fonction du degré de contrôle que le gestionnaire du réseau exerce sur ceux-ci :

- les coûts non-gérables, sur lesquels le gestionnaire du réseau n'a pas ou peu de contrôle ;
- les coûts gérables, sur lesquels le gestionnaire du réseau exerce un contrôle important.

**Art. 8.**

20. Dans la mesure où des activités en lien avec l'adéquation peuvent également être dévolues au gestionnaire du réseau de transport, cet article précise que les activités non reprises aux articles 3 et 5 ne peuvent être financées par les mécanismes de financement prévus par la loi électricité, et sont dès lors à charge du gestionnaire du réseau.

**Art. 9.**

21. Cet article liste les quatre principales natures de coûts dont relèvent tant les coûts récurrents que les coûts non-récurrents.

**Art. 10.**

22. Les coûts couverts par les mécanismes de financement prévus par la loi électricité sont les coûts nets c'est-à-dire après déduction des revenus. Cet article liste les types de revenus visés.

**Art. 11.**

23. Cet article expose la règle d'affectation des frais généraux d'Elia aux mécanismes de financement prévus par la loi électricité. Le montant des frais généraux alloués est fonction des heures de prestation du personnel interne et des prestataires externes d'Elia.

**Art. 12.**

24. Cet article précise qu'en régime normal de fonctionnement, lorsque l'avance perçue est proportionnelle aux coûts encourus, aucune charge financière ni aucun revenu financier n'est pris en compte dans les coûts éligibles.

**Art. 13.**

25. Cet article dispose que tous les montants communiqués sont des montants hors TVA.

**Art. 14.**

26. Contrairement à la méthodologie tarifaire pour les activités régulées du gestionnaire du réseau, cet article dispose que le gestionnaire du réseau ne bénéficiera d'aucune rémunération dans le cadre des deux OSP visées.

**Art. 15 et 16.**

27. Les articles *7octies* et *7undecies* prévoient une intervention en deux temps de la CREG. L'article 15 indique de quelle façon les montants mensuels des avances sont déterminés *ex ante*. Il précise également que les coûts d'investissement ne sont pas annualisés, mais portés à charge de l'exercice au cours duquel ils sont exposés. L'article 16 vise la détermination *ex post* du solde qui, selon le cas, sera rétrocédé à Elia ou à l'Etat belge.

### **4.3. CHAPITRE 3 : MODALITÉS DE CONTRÔLE DES COÛTS**

28. Pour être jugés éligibles, les coûts et réductions de coûts doivent répondre à des critères généraux et à des critères de raisonabilité. Ces derniers sont de plusieurs types : critères de nécessité ; de conformité et de justification ; de respect de l'intérêt général ; et d'inévitabilité.



#### **4.3.1. Section 1<sup>ère</sup>. Principes généraux**

##### **Art. 17.**

29. Cet article dispose que le gestionnaire du réseau maintient le coût des services offerts à un niveau aussi bas que possible en maîtrisant au mieux les facteurs déterminant ce coût.

##### **Art. 18.**

30. Cet article dispose que la subsidiation croisée entre activités régulées et non régulées ainsi qu'entre les OSP réserve stratégique et CRM n'est pas autorisée.

##### **Art. 19.**

31. Cet article vise le respect des enveloppes budgétaires.

#### **4.3.2. Section 2. Critères de raisonnabilité des coûts**

##### **Art. 21.**

32. Cet article reprend les critères de raisonnabilité de base.

##### *4.3.2.1. Critère de nécessité*

##### **Art. 22 à 29.**

33. Ces articles visent à contrôler que les coûts exposés sont rendus nécessaires pour l'accomplissement des tâches légales incombant au gestionnaire du réseau dans le cadre des deux OSP visées et qu'ils se limitent à l'accomplissement de ces tâches. L'article 26 prévoit en outre une scission des comptes.

L'article 29 contient des critères de raisonnabilité propres à la réserve stratégique.

##### *4.3.2.2. Critère de conformité et de justification*

##### **Art. 30 à 36.**

34. Ce critère vise à préciser le mode d'établissement des budgets ainsi que les éléments de justification des coûts et des évolutions de coûts à fournir.

##### *4.3.2.3. Critère du respect de l'intérêt général*

##### **Art. 37.**

35. Cet article dispose que les surcoûts résultant d'un manque de maîtrise des coûts par le gestionnaire du réseau sont exclus des coûts à couvrir par les ressources de l'Etat fédéral.

##### **Art. 38 à 40.**

36. Ces articles visent à exclure les coûts résultant de comportements inappropriés du gestionnaire du réseau.

#### 4.3.2.4. Critère d'inévitabilité

##### **Art. 41 à 48.**

37. Ces articles visent à exclure les coûts que le gestionnaire du réseau aurait pu éviter.

Ce critère vise notamment à s'assurer que les coûts résultant de transactions avec des entreprises tierces sont conformes au marché tout en s'assurant que les filiales ou entreprises liées non-régulées du gestionnaire du réseau ne puissent pas dégager des marges en facturant des prestations à un coût supérieur à celui qui aurait été supporté par le gestionnaire du réseau si cette prestation avait été réalisée par du personnel propre. La CREG veut ainsi éviter que le simple transfert de personnel d'une filiale régulée à une société liée non-régulée permette de générer une marge qui augmentera le montant des coûts à couvrir par le budget de l'Etat fédéral.

#### **4.3.3. Section 3. Modalités de contrôle des coûts des gestionnaires de réseau étrangers**

##### **Art. 49.**

38. Cet article dispose que les coûts exposés par les gestionnaires de réseau de transport des Etats membres européens limitrophes pour permettre la participation des capacités étrangères indirectes au CRM belge, dans la mesure où ils font partie des coûts du gestionnaire de réseau belge en application de l'article 7undecies, § 15, al. 2 de la loi électricité, doivent être rapportés de la même façon que les coûts exposés directement par le gestionnaire de réseau.

##### **Art. 50.**

39. Cet article fixe les conditions d'éligibilité que doivent respecter les coûts visés à l'article 49 pour pouvoir être considérés comme éligibles. Tenant compte du fait que pour aboutir à la signature de l'accord final, des tâches préparatoires sont nécessaires, deux périodes sont identifiées et des critères d'éligibilité spécifiques y sont associés. La première période, va de la signature du protocole d'accord et la signature de l'accord-cadre. A ce stade, aucun engagement n'est pris par le gestionnaire de réseau étranger. Les coûts couverts se limitent donc à des coûts de prestations, à l'exclusion notamment du coûts de développement IT, et à une durée de six mois. La deuxième période début au moment où le gestionnaire de réseau étranger prend l'engagement irrévocable d'accomplir les tâches nécessaires à la participation des capacités étrangères au CRM belge en signant un accord-cadre. A partir de ce moment, les coûts de mise en œuvre répondant aux critères d'éligibilité sont couverts. La signature d'un protocole d'accord est une étape facultative qui permet, de débiter la mise en œuvre sans attendre que tous les détails de l'accord définitif à soumettre à l'approbation de la commission aient été établis. Pour faciliter l'approbation de l'accord définitif, il est prévu que les versions intermédiaires de cet accord soient également soumises à l'approbation de la commission.

Le but du dispositif est de ne pas devoir porter à charge de l'Etat fédéral des coûts potentiellement importants sans garantie que les capacités étrangères pourront effectivement participer au CRM belge.

## **4.4. CHAPITRE 4: COMMUNICATION DES INFORMATIONS**

##### **Art. 51 et 52.**

40. Ces articles disposent que la communication par le gestionnaire du réseau des données pertinentes doit se faire par l'intermédiaire de modèles de rapport établis par la CREG.

**Art. 53.**

41. Cet article établit le calendrier des échanges d'informations ex-ante entre le gestionnaire du réseau et la CREG ainsi que la consultation du gestionnaire du réseau avant l'adoption par la CREG de sa décision finale.

**Art. 54.**

42. Cet article établit le calendrier des échanges d'informations ex-post entre le gestionnaire du réseau et la CREG, ainsi que la consultation du gestionnaire du réseau avant l'adoption par la CREG de sa décision finale.

## **4.5. CHAPITRE 5: DISPOSITIONS FINALES**

**Art. 56.**

43. Cet article dispose que l'arrêté royal n'est pas d'application pour la détermination du solde de l'OSP réserve stratégique relatif à l'exercice 2021 puisque celui-ci résulte de l'application d'un tarif et relève donc de la méthodologie tarifaire.

## **5. PROPOSITION D'ARRETE ROYAL**

Le comité de direction adopte la proposition d'arrêté royal reprise en annexe.

*///*

Pour la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz :

Laurent JACQUET  
Directeur

Andreas TIREZ  
Directeur

Koen LOCQUET  
Président f.f. du Comité de direction

# ANNEXE 1

<b>Koninklijk besluit tot vaststelling van de berekeningsmethode en de modaliteiten van de controle van de kost van de strategische reserve en het capaciteitsvergoedingsmechanisme</b>	<b>Arrêté royal fixant le mode de calcul et les modalités de contrôle du coût de la réserve stratégique et du mécanisme de rémunération de capacité</b>
<b>FILIP, Koning der Belgen,</b>	<b>PHILIPPE, Roi des Belges</b>
<b>Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.</b>	<b>A tous, présents et à venir, Salut.</b>
Gelet op de Grondwet, artikel 107;	Vu la Constitution, l'article 107 ;
Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, artikel 7octies, lid 2 en 7undecies, § 15, gewijzigd door de programmawet van 27 december 2021;	Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, les articles 7octies, alinéa 2, et 7undecies, § 15, modifiés par la loi-programme du 27 décembre 2021 ;
Gelet op het voorstel (C)2387 van 7 april 2022 van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas;	Vu la proposition (C)2387 avril 2022 » du 7 avril 2022 de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz ;
Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën d.d. [datum];	Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le [date] ;
Gelet op de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting d.d. [datum];	Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le [date] ;
Gelet op de impactanalyse [...]	Vu l'analyse d'impact [...]
Gelet op advies xxxxx/x van de Raad van State, gegeven op ... (datum) in toepassing van artikel 84, § 1, 1 <sup>e</sup> lid, 2 <sup>o</sup> van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;	Vu l'avis xxxxx/x du Conseil d'Etat, donné le [date], en application de l'article 84, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> , des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;
Op de voordracht van de Minister van Energie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,	Sur proposition de la Ministre de l'Energie et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil,
Hebben wij besloten en besluiten wij:	Nous avons arrêté et arrêtons :
<b>HOOFDSTUK 1 ALGEMENE BEPALINGEN</b>	<b>CHAPITRE 1<sup>ER</sup>. DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>
<b>Artikel 1.</b> § 1. De definities vervat in artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, hierna "de wet van 29 april 1999" genoemd, zijn van toepassing op dit besluit.	<b>Article 1<sup>er</sup>.</b> § 1 <sup>er</sup> . Les définitions contenues à l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, ci-après dénommée « la loi du 29 avril 1999 », s'appliquent au présent arrêté.
§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:	§ 2. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :
1 <sup>o</sup> "rapporteringsmodellen": geheel van documenten, tabellen en gegevens die de communicatie tussen de commissie en de netbeheerder over de nettokosten van de netbeheerder in verband met de strategische reserve of het capaciteitsvergoedingsmechanisme structureren;	1 <sup>o</sup> « modèles de rapport » : l'ensemble des documents, tableaux et données structurant les communications entre la commission et le gestionnaire du réseau portant sur les coûts nets du gestionnaire du réseau liés à la réserve stratégique ou au mécanisme de rémunération de capacité ;
2 <sup>o</sup> "in aanmerking komende kosten": de nettokosten van de netbeheerder in verband met de strategische reserve en het	2 <sup>o</sup> « coûts éligibles » : les coûts nets du gestionnaire du réseau liés à la réserve stratégique et au mécanisme de rémunération

capaciteitsvergoedingsmechanisme die gedekt kunnen worden volgens de modaliteiten voorzien in artikel 21quinquies van de wet van 29 april 1999;	de capacité qui peuvent être couverts selon les modalités prévues à l'article 21quinquies de la loi du 29 avril 1999 ;
3° "directe kosten": de kosten waarvoor, bij de toerekening, een direct verband met de strategische reserve of het capaciteitsvergoedingsmechanisme kan worden gelegd;	3° « coûts directs » : les coûts pour lesquels, lors de l'imputation, un lien direct peut être établi avec la réserve stratégique ou le mécanisme de rémunération de capacité ;
4° "algemene kosten": de kosten waarvoor, bij de toerekening, geen direct verband met de strategische reserve of het capaciteitsvergoedingsmechanisme kan worden gelegd en die verdeeld worden volgens een verdeelsleutel op basis van activiteiten en kostenplaatsen;	4° « frais généraux » : les coûts pour lesquels, lors de l'imputation, aucun lien direct ne peut être établi avec la réserve stratégique ou le mécanisme de rémunération de capacité, et qui sont repartis selon une clé de répartition sur la base d'activités et de centres de coûts ;
5° "kostenplaats": organisatorische of andere eenheid van de netbeheerder waaraan de verdeling van de kosten kan worden toegeschreven;	5° « centre de coûts » : unités organisationnelles ou autres du gestionnaire du réseau sur lesquelles la répartition des coûts peut être réalisée ;
6° "kostensoort": een verzameling van kosten gespecificeerd in functie van hun ontstaansbron in het bedrijfsproces;	6° « nature des coûts » : un ensemble de coûts spécifiés en fonction de leur nature dans le processus d'exploitation ;
7° "commissaris": de natuurlijke of rechtspersoon aan wie de controle van de jaarrekeningen werd toevertrouwd in overeenstemming met artikel 3: 58 en volgende van het wetboek van vennootschappen en verenigingen;	7° « commissaire » : la personne physique ou morale à qui le contrôle des comptes annuels a été confié conformément aux articles 3:58 et suivant du code des sociétés et des associations ;
8° "relevante gegevens": alle gegevens die de netbeheerder moet leveren om de commissie toe te laten om over de redelijkheid van de nettokosten te oordelen;	8° « données pertinentes » : ensemble des données à fournir par le gestionnaire du réseau pour permettre à la commission de juger de la raisonnable des coûts nets ;
9° "exploitatiejaar": een kalenderjaar;	9° « exercice d'exploitation » : une année calendrier ;
10. "externe dienstverlener": persoon waarop beroep wordt gedaan om te voldoen aan tijdelijke behoeften en die vergoed wordt op basis van een uurtarief en een effectieve aanwezigheid;	10° « prestataire externe » : personne disposant d'un contrat rémunéré sur la base d'un taux horaire et d'une présence effective, à laquelle il est fait appel pour répondre à des besoins temporaires ;
11° "contract": het contract voor de strategische reserve zoals bedoeld in artikel 7sexies, § 3 van de wet van 29 april 1999 of het capaciteitscontract zoals bedoeld in artikel 7undecies, § 11 van de wet van 29 april 1999;	11° « contrat » : le contrat de réserve stratégique visé à l'article 7sexies, § 3, de la loi du 29 avril 1999 ou le contrat de capacité visé à l'article 7undecies, § 11, de la loi du 29 avril 1999 ;
12° "beheersbare kost": elke kost die geen kost van een netbeheerder is die rechtstreeks voortvloeit uit de correcte uitvoering van een contract voor strategische reserve of een capaciteitscontract;	12° « coût gérable » : tout coût autre qu'un coût du gestionnaire du réseau découlant directement de la correcte exécution d'un contrat de réserve stratégique ou d'un contrat de capacité ;

13° "niet-beheersbare kost": elke kost van de netbeheerder die rechtstreeks voortvloeit uit de correcte uitvoering van een contract voor strategische reserve of een capaciteitscontract;	13° « coût non-gérable » : tout coût du gestionnaire du réseau découlant directement de la correcte exécution d'un contrat de réserve stratégique ou d'un contrat de capacité ;
14° "werkingsregels": de werkingsregels voor de strategische reserve zoals bedoeld in artikel 7septies van de wet van 29 april 1999 of de werkingsregels van het capaciteitsvergoedingsmechanisme zoals bedoeld in artikel 7undecies, § 12 van de wet van 29 april 1999;	14° « règles de fonctionnement » : les règles de fonctionnement de la réserve stratégique visées à l'article 7septies, de la loi du 29 avril 1999 ou les règles de fonctionnement du mécanisme de rémunération de capacité visées à l'article 7undecies, § 12, de la loi du 29 avril 1999 ;
15° "verslag ex ante": verslag met alle relevante gegevens voor de evaluatie van de kosten van de strategische reserve of van het capaciteitsvergoedingsmechanisme voor het volgende boekjaar;	15° « rapport ex-ante » : rapport reprenant l'ensemble des données pertinentes en vue de l'évaluation des coûts de la réserve stratégique ou du mécanisme de rémunération de capacité pour l'exercice suivant ;
16° "verslag ex post": verslag met alle relevante gegevens met het oog op de vaststelling van werkelijke nettokosten van de strategische reserve of van het capaciteitsvergoedingsmechanisme voor het voorbije boekjaar.	16° « rapport ex-post » : rapport reprenant l'ensemble des données pertinentes en vue de l'établissement des coûts nets réels de la réserve stratégique ou du mécanisme de rémunération de capacité pour l'exercice écoulé.
HOOFDSTUK 2. BEREKENINGSWIJZE VAN DE KOSTEN	CHAPITRE 2. MODE DE CALCUL DES COÛTS
<b>Art. 2.</b> § 1. Enkel de door de netbeheerder gedragen nettokosten die voortvloeien uit de strategische reserve en het capaciteitsvergoedingsmechanisme komen in aanmerking.	<b>Art. 2.</b> § 1 <sup>er</sup> . Seuls sont éligibles les coûts nets supportés par le gestionnaire du réseau résultant de la réserve stratégique et du mécanisme de rémunération de capacité.
§ 2. Enkel de kosten die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de activiteiten van de netbeheerder in verband met de strategische reserve en het capaciteitsvergoedingsmechanisme, zoals opgesomd in artikel 3 en 5, met uitsluiting van de kosten die volledig of gedeeltelijk door de commissie werden verworpen omwille van hun onredelijke karakter, komen in aanmerking.	§ 2. Seuls sont éligibles les coûts nécessaires à l'exécution des activités du gestionnaire du réseau liées à la réserve stratégique et au mécanisme de rémunération de capacité, telles qu'énumérées aux articles 3 et 5, à l'exclusion des coûts qui ont été rejetés entièrement ou partiellement par la commission en raison de leur caractère non-raisonnable.
<b>Art. 3.</b> De activiteiten van de netbeheerder in verband met de strategische reserve zijn de volgende:	<b>Art. 3.</b> Les activités du gestionnaire du réseau liées à la réserve stratégique sont les suivantes :
1° een probabilistische analyse met betrekking tot de staat van 's lands bevoorradingszekerheid voor de komende winterperiode, in overeenstemming met artikel 7bis, § 1 van de wet van 29 april 1999;	1° l'analyse probabiliste de l'état de la sécurité d'approvisionnement du pays pour la période hivernale à venir, conformément à l'article 7bis, § 1 <sup>er</sup> , de la loi du 29 avril 1999 ;
2° in voorkomend geval, de definitie van modaliteiten van de procedure voor de aanleg van de strategische reserve in overeenstemming met artikel 7quinquies, § 1, 4 en 6 van de wet van 29 april 1999;	2° le cas échéant, la définition des modalités de la procédure de constitution de la réserve stratégique, conformément à l'article 7quinquies, §§ 1 <sup>er</sup> , 4 et 6, de la loi du 29 avril 1999 ;

3° in voorkomend geval, de opstelling van werkingsregels voor de strategische reserve voor de komende winterperiode, in overeenstemming met artikel 7septies, § 1 van de wet van 29 april 1999;	3° les cas échéant, l'élaboration des règles de fonctionnement de la réserve stratégique pour la période hivernale à venir, conformément à l'article 7septies, § 1 <sup>er</sup> , de la loi du 29 avril 1999 ;
4° in voorkomend geval, de opstelling van een verslag over de ontvangen offertes, de technisch-economische selectie van de offertes en de contractualisering ervan, in overeenstemming met artikel 7sexies, §1 en 3 van de wet van 29 april 1999;	4° le cas échéant, l'élaboration d'un rapport sur les offres reçues, la sélection technico-économique des offres et leur contractualisation, conformément à l'article 7sexies, §§1 <sup>er</sup> et 3, de la loi du 29 avril 1999 ;
5° in voorkomend geval, de aanleg van een strategische reserve voor de komende winterperiode in overeenstemming met artikel 7quater van de wet van 29 april 1999;	5° le cas échéant, la constitution d'une réserve stratégique pour la période hivernale à venir, conformément à l'article 7quater de la loi du 29 avril 1999;
6° de tweejaarlijkse studie van de noden van het Belgische elektriciteitssysteem inzake de toereikendheid en de flexibiliteit voor de komende tien jaar, in overeenstemming met artikel 7bis, § 4bis van de wet van 29 april 1999.	6° l'étude biennale des besoins du système électrique belge en matière d'adéquation et de flexibilité sur un horizon de dix ans, conformément à l'article 7bis, § 4bis, de la loi du 29 avril 1999.
<b>Art. 4. § 1.</b> De in aanmerking komende kosten van de activiteiten bedoeld in het voorgaande artikel zijn met name, maar niet uitsluitend, samengesteld uit de volgende elementen:	<b>Art. 4. § 1<sup>er</sup>.</b> Les coûts éligibles des activités visées à l'article précédent se composent notamment, mais non exclusivement, des éléments suivants :
1° de recurrente kosten (waaronder beheerskosten);	1° les coûts récurrents (dont coûts de gestion) ;
2° de niet-recurrente kosten (waaronder ontwikkelingskosten);	2° les coûts non récurrents (dont coûts de développement) ;
3° de reservatiekosten die voortvloeien uit de strategische reservecontracten, met aftrek van de reservatiepenaliteiten;	3° les coûts de réservation résultant des contrats de réserve stratégique, déduction faite des pénalités de réservation ;
4° de activeringskosten die voortvloeien uit de strategische reservecontracten, met aftrek van de activeringspenaliteiten;	4° les coûts d'activation résultant des contrats de réserve stratégique, déduction faite des pénalités d'activation ;
5° de andere kostenverminderingen in verband met de strategische reserve.	5° les autres réductions de coûts liés à la réserve stratégique.
§ 2. De kosten die voortvloeien uit de correcte toepassing van de contracten voor de strategische reserve zijn niet-beheersbare kosten en kunnen niet verworpen worden.	§ 2. Les coûts résultant de la correcte application des contrats de réserve stratégique sont des coûts non-gérables et ne peuvent pas faire l'objet de rejets de coûts.
De andere kosten en kostenverminderingen bedoeld in paragraaf 1 zijn beheersbare kosten en moeten daarvoor voldoen aan de redelijkheidscriteria bedoeld in hoofdstuk 3 om in aanmerking te komen.	Les autres coûts et réductions de coûts visés au paragraphe 1 <sup>er</sup> sont des coûts gérables et doivent à ce titre répondre aux critères de raisonnabilité visés au chapitre 3 pour être éligibles.
<b>Art. 5.</b> De activiteiten van de netbeheerder in verband met het capaciteitsvergoedingsmechanisme zijn activiteiten die moeten worden uitgevoerd in overeenstemming met artikel 7undecies en, in voorkomend geval, artikel 7duodecies van de	<b>Art. 5.</b> Les activités du gestionnaire du réseau liées au mécanisme de rémunération de capacité sont celles à réaliser conformément à l'article 7undecies et, le cas échéant, 7duodecies de la loi du 29 avril 1999 et à leurs arrêtés d'exécution.

wet van 29 april 1999 en de uitvoeringsbesluiten ervan.	
<b>Art. 6.</b> § 1. De in aanmerking komende kosten van de activiteiten bedoeld in het voorgaande artikel zijn met name, maar niet uitsluitend, samengesteld uit de volgende elementen:	<b>Art. 6.</b> § 1 <sup>er</sup> . Les coûts éligibles des activités visées à l'article précédent se composent notamment, mais non exclusivement, des éléments suivants :
1° recurrente kosten (kalibratietaken, operationele en organisatorische taken);	1° les coûts récurrents (tâches de calibration, opérationnelles et organisationnelles) ;
2° niet-recurrente kosten (taken rond het design en de implementatie van de processen);	2° les coûts non récurrents (tâches de design et de mise en œuvre des processus) ;
3° de redelijke en billijke kosten van de netbeheerders van de aangrenzende lidstaten in het kader van de deelname van onrechtstreekse buitenlandse capaciteiten aan het Belgische capaciteitsvergoedingsmechanisme, in overeenstemming met artikel 7undecies, § 15, 2e lid, van de wet van 29 april 1999;	3° les coût raisonnables et équitables des gestionnaires de réseau des Etats membres limitrophes dans le cadre de la participation des capacités étrangères indirectes au mécanisme de rémunération de capacité belge, conformément à l'article 7undecies, § 15, alinéa 2, de la loi du 29 avril 1999;
4° de capaciteitsvergoeding die voortvloeit uit de capaciteitscontracten, met aftrek van de reservatiepenaliteiten en de terugbetalingsverplichting;	4° la rémunération de capacité résultant des contrats de capacité, déduction faite des pénalités et de l'obligation de remboursement ;
5° de andere kostenverminderingen in verband met het capaciteitsvergoedingsmechanisme, met uitzondering van de congestierentes als gevolg van de deelname van onrechtstreekse buitenlandse capaciteiten aan dit mechanisme;	5° les autres réductions de coûts liées au mécanisme de rémunération de capacité, à l'exception des rentes de congestion issues de la participation à ce mécanisme des capacités étrangères indirectes.
§ 2. De kosten van de netbeheerder in verband met de deelname van Belgische capaciteiten aan het capaciteitsvergoedingsmechanisme van een andere lidstaat komen niet in aanmerking.	§ 2. Les coûts du gestionnaire du réseau liés à la participation de capacités belges au mécanisme de rémunération de capacité d'un autre Etat ne constituent pas des coûts éligibles.
<b>Art. 7.</b> §1. De kosten die voortvloeien uit de correcte toepassing van de capaciteitscontracten zijn niet-beheersbare kosten en kunnen niet verworpen worden.	<b>Art. 7.</b> § 1 <sup>er</sup> . Les coûts résultant de la correcte application des contrats de capacité sont des coûts non-gérables et ne peuvent pas faire l'objet de rejets de coûts.
§2. De andere kosten en kostenverminderingen bedoeld in paragraaf 1 zijn beheersbare kosten en moeten daarvoor voldoen aan de redelijkheidscriteria bedoeld in hoofdstuk 3 om in aanmerking te komen.	§ 2. Les autres coûts et réductions de coûts visés au paragraphe 1 <sup>er</sup> sont des coûts gérables et doivent à ce titre répondre aux critères de raisonnabilité visés au chapitre 3 pour être éligibles.
<b>Art. 8.</b> De kosten die voortvloeien uit een activiteit van de netbeheerder die verband houdt met de toereikendheid van het Belgische elektriciteitssysteem, en die niet bedoeld worden in artikel 3 en 5, komen niet in aanmerking en worden bijgevolg door hem gedragen.	<b>Art. 8.</b> Les coûts résultant d'une activité du gestionnaire du réseau en lien avec l'adéquation du système électrique belge, autre que celles visées aux articles 3 et 5, ne sont pas éligibles et sont dès lors portés à sa charge.
<b>Art. 9.</b> De recurrente en niet-recurrente kosten bedoeld in artikel 3 en 5 bestaan voornamelijk, maar niet uitsluitend, uit de volgende kostensoorten:	<b>Art. 9.</b> Les coûts récurrents et non-récurrents visés aux articles 3 et 5 se composent principalement, mais non exclusivement, des natures de coûts suivantes :



1° personeelskosten van de netbeheerder;	1° les coûts de personnel du gestionnaire de réseau ;
2° kosten van externe dienstverleners;	2° les coûts des prestataires externes ;
3° kosten voor IT-ontwikkelingen;	3° les coûts de développements IT ;
4° kosten van externe consultants.	4° le coûts de consultance externe.
<b>Art. 10.</b> De kostenverminderingen bedoeld in artikel 4 en 6 bestaan voornamelijk, maar niet uitsluitend, uit de volgende elementen:	<b>Art. 10.</b> Les réductions de coûts visées aux articles 4 et 6 se composent principalement, mais non exclusivement, des éléments suivants :
1° de opbrengsten die voortvloeien uit de penaliteiten die de netbeheerder toepast met toepassing van de werkingsregels en de contracten;	1° les produits résultant des pénalités appliquées par le gestionnaire du réseau en application des règles de fonctionnement et des contrats ;
2° in voorkomend geval, de opbrengsten van de terugbetalingsverplichting.	2° le cas échéant, les produits résultant de l'obligation de remboursement.
<b>Art. 11.</b> De toewijzing van de algemene kosten aan de kost per uur van het personeel van de netbeheerder in het kader van haar activiteiten in verband met de strategische reserve en het capaciteitsvergoedingsmechanisme gebeurt door de directe kost per uur per functiecategorie van het personeel van de netbeheerder en de externe dienstverleners te vermenigvuldigen met een coëfficiënt 1,25.	<b>Art. 11.</b> L'affectation des frais généraux au coût horaire du personnel du gestionnaire du réseau dans le cadre de ses activités liées à la réserve stratégique et au mécanisme de rémunération de capacité se fait en multipliant le coût direct horaire par catégorie de fonction du personnel du gestionnaire du réseau ainsi que des prestataires externes par un coefficient 1,25.
<b>Art. 12.</b> In principe komt geen enkele financiële kost of financiële opbrengst in aanmerking.	<b>Art. 12.</b> En principe, aucune charge financière ni aucun produit financier ne sont éligibles.
<b>Art. 13.</b> De budgetten en saldi worden uitgedrukt zonder btw.	<b>Art. 13.</b> Les budgets et les soldes sont établis hors taxe sur la valeur ajoutée.
<b>Art. 14.</b> De netbeheerder krijgt geen vergoeding in het kader van zijn activiteiten in verband met de strategische reserve en het capaciteitsvergoedingsmechanisme.	<b>Art. 14.</b> Le gestionnaire du réseau ne perçoit pas de rémunération dans le cadre de ses activités liées à la réserve stratégique et au mécanisme de rémunération de capacité.
<b>Art. 15.</b> In het kader van de raming ex ante bedoeld in artikel 7octies, 2e lid en 7undecies, § 15 van de wet van 29 april 1999 raamt de commissie de in aanmerking komende kosten door van de maandelijks gebudgetteerde kosten die ze redelijk acht de redelijk geachte maandelijkse kostenverminderingen af te trekken.	<b>Art. 15.</b> Dans le cadre de l'estimation ex-ante visées aux article 7octies, alinéa 2, et 7undecies, § 15, de la loi du 29 avril 1999, la commission estime les coûts éligibles en déduisant des coûts mensuels budgétés qu'elle juge raisonnables les réductions mensuelles de coûts jugées raisonnables.
De niet-beheersbare kosten worden per maand toegewezen volgens de voorwaarden van de contracten voor de strategische reserve en de capaciteitscontracten.	Les coûts non-gérables sont alloués par mois selon les termes des contrats de réserve stratégique et des contrats de capacité.
Het jaarlijkse budget van de andere kosten wordt gelijk verdeeld tussen de twaalf maanden van het jaar.	Le budget annuel des autres coûts est réparti uniformément sur les douze mois de l'année.
De investeringskosten worden ten laste genomen tijdens het exploitatiejaar waarin de uitgave is gedaan.	Les coûts des investissements sont pris en charge pendant l'exercice d'exploitation au cours duquel la dépense est réalisée.
<b>Art. 16.</b> In het kader van de bepaling ex post van de in aanmerking komende kosten trekt de	<b>Art. 16.</b> Dans le cadre de la détermination ex-post des coûts éligibles, la commission déduit

commissie van de reële redelijke kosten alle opbrengsten af die de netbeheerder heeft ontvangen of had moeten ontvangen in overeenstemming met de toepasselijke wettelijke, reglementaire en contractuele bepalingen.	des coûts réels raisonnables l'ensemble des produits perçus par le gestionnaire du réseau ou qu'il aurait dû percevoir conformément aux dispositions légales, réglementaires et contractuelles applicables.
HOOFDSTUK 3. MODALITEITEN VAN DE CONTROLE VAN DE KOSTEN	CHAPITRE 3. MODALITES DE CONTRÔLE DES COÛTS
Afdeling 1. Algemene beginselen	Section 1 <sup>ère</sup> . Principes généraux
<b>Art. 17.</b> De netbeheerder houdt de kost van de activiteiten in verband met de strategische reserve en het capaciteitsvergoedingsmechanisme zo laag mogelijk door de bepalende factoren van deze kost zo goed mogelijk te beheersen en alle voorziene kostenverminderingen te ontvangen.	<b>Art. 17.</b> Le gestionnaire du réseau maintient le coût des activités liées à la réserve stratégique et au mécanisme de rémunération de capacité à un niveau aussi bas que possible en maîtrisant au mieux les facteurs déterminant ce coût et en percevant toutes les réductions de coûts prévues.
<b>Art. 18.</b> Kruissubsidiëring tussen activiteiten in verband met de strategische reserve en het capaciteitsvergoedingsmechanisme en de andere (gereguleerde en niet-gereguleerde) activiteiten van de netbeheerder is niet toegelaten.	<b>Art. 18.</b> La subsidiation croisée entre les activités liées à la réserve stratégique et au mécanisme de rémunération de capacité, et les autres activités du gestionnaire du réseau (régulées et non régulées) n'est pas autorisée.
Kruissubsidiëring tussen activiteiten in verband met de strategische reserve en activiteiten in verband met het capaciteitsvergoedingsmechanisme is niet toegelaten.	La subsidiation croisée entre activités liées à la réserve stratégique et celles liées au mécanisme de rémunération de capacité n'est pas autorisée.
Daarom worden de specifieke kosten en kostenverminderingen voor activiteiten in verband met de strategische reserve en het capaciteitsvergoedingsmechanisme geboekt in afzonderlijke rekeningen.	A ces fins, les coûts et réductions de coûts spécifiques aux activités liées à la réserve stratégique et au mécanisme de rémunération de capacité sont enregistrés dans des comptes distincts.
<b>Art. 19.</b> De netbeheerder spant zich in om zijn kosten op een evenredig niveau te houden. Hij streeft er in het bijzonder naar om de werkelijke kosten van de strategische reserve en het capaciteitsvergoedingsmechanisme zo weinig mogelijk te doen afwijken van de ramingen van de kosten in de ex ante rapporten.	<b>Art. 19.</b> Le gestionnaire du réseau s'efforce de maintenir ses coûts à un niveau proportionné. En particulier, il recherche la plus grande adéquation possible entre les coûts réels de la réserve stratégique et du mécanisme de rémunération de capacité et l'estimation des coûts dans ses rapports ex-ante .
<b>Art. 20.</b> De kosten worden geboekt volgens de regel van de toewijzing van de resultaten van een activiteit.	<b>Art. 20.</b> Les coûts sont enregistrés selon la règle de destination des résultats d'une activité.
Afdeling 2. Redelijkheidscriteria van de kosten	Section 2. Critères de raisonnabilité des coûts
Onderafdeling 1. Opsomming van de redelijkheidscriteria	Sous-section 1. Énumération des critères de raisonnabilité
<b>Art. 21.</b> Om als redelijk te worden beschouwd, moeten de elementen van de nettokosten van de activiteiten van de netbeheerder in verband met de strategische reserve en het capaciteitsmechanisme cumulatief aan de volgende redelijkheidscriteria voldoen:	<b>Art. 21.</b> Pour être jugés raisonnables, les éléments des coûts nets des activités du gestionnaire du réseau liées à la réserve stratégique et au mécanisme de capacité respectent, de façon cumulative, les critères de raisonnabilité suivants :

1° zij zijn noodzakelijk voor de uitvoering van de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de netbeheerder;	1° ils sont nécessaires à l'exécution des dispositions légales et réglementaires applicables au gestionnaire du réseau ;
2° zij voldoen, indien van toepassing, aan de berekeningsregels, methodes, besluiten en beslissingen opgelegd door wet- en regelgeving, door rechtspraak of door de commissie en zijn voldoende verantwoord;	2° ils respectent, lorsqu'elles s'appliquent, les règles de calcul, méthodes, arrêtés et décisions imposés par la législation, la réglementation, la jurisprudence ou par la commission et sont suffisamment justifiés ;
3° zij zijn verantwoord uit hoofde van het algemeen belang;	3° ils sont justifiés au regard de l'intérêt général ;
4° zij kunnen door de netbeheerder niet worden vermeden.	4° ils ne peuvent pas être évités par le gestionnaire du réseau.
De hierboven vermelde criteria worden in de volgende subafdelingen gespecificeerd.	Les critères de raisonnabilité ci-dessus sont spécifiés dans les sous-sections suivantes.
Onderafdeling 2. Noodzakelijkheids criterium	Sous-section 2. Critère de nécessité
<b>Art. 22.</b> Onverminderd een naar behoren verantwoord formeel verzoek van de bevoegde autoriteit worden kostenelementen die het gevolg zijn van een bewuste keuze om te voldoen aan normen die strikter zijn dan de normen die door de geldende wetgeving voor de bevoorradingszekerheid van het land worden opgelegd als onredelijk beschouwd.	<b>Art. 22.</b> Sans préjudice d'une demande formelle, dûment justifiée, de la part de l'autorité compétente, les éléments de coûts qui résultent d'une volonté consciente de respecter des normes plus strictes que celles imposées par la législation en vigueur pour la sécurité d'approvisionnement du pays sont considérés comme non raisonnables.
<b>Art. 23.</b> De kostenelementen moeten noodzakelijk zijn voor de correcte toepassing van de bepalingen van de wet van 29 april 1999 en de uitvoeringsbesluiten ervan, de werkingsregels, de dwingende rechtspraak, de door ACER goedgekeurde kaderrichtsnoeren en de Europese regelgeving, met inbegrip van de netcodes.	<b>Art. 23.</b> Les éléments de coûts doivent être rendus nécessaires pour une application correcte des dispositions de la loi du 29 avril 1999 et de ses arrêtés d'exécution, des règles de fonctionnement, de la jurisprudence contraignante, des orientations-cadre approuvées par ACER et de la réglementation européenne, y compris les codes de réseau.
<b>Art. 24.</b> Kostenposten die voortvloeien uit activiteiten waarvoor geen wettelijke basis of formele instructie van een bevoegde autoriteit bestaat, worden als onredelijk beschouwd.	<b>Art. 24.</b> Les éléments de coûts résultant d'activités pour lesquelles il n'existe pas de base légale ou d'instruction formelle d'une autorité compétente sont considérés comme non raisonnables.
<b>Art. 25.</b> Onvoldoende verantwoorde kostenelementen worden als onredelijk beschouwd.	<b>Art. 25.</b> Les éléments de coûts qui sont insuffisamment justifiés sont considérés comme non raisonnables.
<b>Art. 26.</b> Kosten en inkomsten moeten gebaseerd zijn op gesplitste boekhoudkundige gegevens, desgevallend aan de hand van verdeelsleutels die de commissie vooraf heeft goedgekeurd. Niet-toegewezen kosten worden van de kosten uitgesloten indien zij niet rechtstreeks kunnen worden toegeschreven aan de strategische reserve en het capaciteitsvergoedingsmechanisme.	<b>Art. 26.</b> Les coûts et les revenus doivent reposer sur des données comptables scindées, le cas échéant à l'aide de clés de répartition préalablement approuvées par la commission. Les coûts non scindés sont exclus des coûts éligibles s'ils ne sont pas directement attribuables à la réserve stratégique et au mécanisme de rémunération de capacité.
Het verband met de balansrekeningen moet naar behoren worden verantwoord.	Le lien avec les comptes du bilan doit être dûment justifié.

<p><b>Art. 27.</b> Elementen die louter het resultaat zijn van vrijwillige overeenkomsten die door de netbeheerder zijn gesloten binnen verenigingen die al dan niet onder de Belgische wetgeving vallen en waarvoor geen voorafgaande formele overeenkomst van de commissie is verkregen, worden, in principe, als onredelijk beschouwd.</p>	<p><b>Art. 27.</b> Les éléments résultant simplement d'accords volontaires conclus par le gestionnaire du réseau au sein d'associations soumises ou non à la législation belge et au sujet desquels aucun accord formel préalable de la commission n'a été obtenu sont, en principe, considérés comme non raisonnables.</p>
<p><b>Art. 28.</b> Kostenelementen die louter bedoeld zijn om, zonder voldoende verantwoording, te anticiperen op toekomstige wet- of regelgeving worden, in principe, als onredelijk beschouwd.</p>	<p><b>Art. 28.</b> Les éléments de coûts visant simplement, sans justification suffisante, à anticiper une législation ou une réglementation future sont, en principe, considérés comme non raisonnables.</p>
<p><b>Art. 29.</b> Naast de bovengenoemde criteria worden, voor de strategische reserve, de volgende kosten als onredelijk beschouwd:</p>	<p><b>Art. 29.</b> En plus des critères cités ci-dessus, pour la réserve stratégique, seront considérés comme non raisonnables :</p>
<p>1° kosten die voortvloeien uit te gunstige voorwaarden in het contract voor de strategische reserve, voor zover de netbeheerder duidelijk minder gunstige contractuele voorwaarden had kunnen opleggen en voor zover deze voorwaarden niet voortvloeien uit door de commissie goedgekeurde regels.</p>	<p>1° les coûts résultant de conditions figurant au contrat de réserve stratégique trop favorables dans la mesure où le gestionnaire du réseau aurait manifestement pu imposer des conditions contractuelles moins favorables, et dans la mesure où ces conditions ne découlent pas de règles approuvées par la commission.</p>
<p>2° kosten die voortvloeien uit een gebrek aan initiatief/weigering om de regels voor de vorming en werking van de strategische reserve zodanig te wijzigen dat de verhouding kosten/efficiëntie wordt geoptimaliseerd, bij gebrek aan een redelijke verantwoording voor een dergelijk gebrek aan initiatief/weigering;</p>	<p>2° les coûts résultant d'une absence d'initiative/du refus de faire évoluer les règles de constitution et de fonctionnement de la réserve stratégique de nature à optimiser le rapport coût/efficacité, en l'absence de justification raisonnable d'une telle absence d'initiative/d'un tel refus ;</p>
<p>3° kosten die voortvloeien uit het gebruik van de strategische reserve voor andere doeleinden dan die waarvoor ze bestemd is; de netbeheerder moet elk gebruik van de strategische reserve in het licht van dit criterium verantwoorden;</p>	<p>3° les coûts résultant d'une utilisation de la réserve stratégique à des fins autres que celles auxquelles elle est destinée ; le gestionnaire du réseau devra justifier chaque utilisation de la réserve stratégique au regard de ce critère ;</p>
<p>4° kosten die voortvloeien uit de reservering en activering van een EAN-punt ten gevolge van het verlenen van een dienst waarvoor de strategische reserve niet bedoeld is;</p>	<p>4° les coûts résultant de réservation et d'activation d'un point EAN résultant de la mise à disposition d'un service autre que ceux auxquels la réserve stratégique est destinée ;</p>
<p>5° kosten die voortvloeien uit contractuele voorwaarden voor de vergoeding van activeringen die de dekking van de variabele activeringskosten overschrijden;</p>	<p>5° les coûts résultant de conditions contractuelles de rémunération des activations excédant la couverture des coûts variables d'activation ;</p>
<p>6° kosten die voortvloeien uit het niet naleven van de procedure voor het aanleggen van de strategische reserve;</p>	<p>6° les coûts résultant du non-respect de la procédure de constitution de la réserve stratégique ;</p>
<p>7° de beheers- en werkingskosten die de strikt noodzakelijke meerkosten overschrijden ten opzichte van de kosten van de bestaande activiteiten van de netbeheerder die in het</p>	<p>7° les coûts de gestion et de fonctionnement excédant les coûts additionnels strictement nécessaires par rapport aux coûts des activités</p>

bijzonder verband houden met de ondersteunende diensten.	existantes du gestionnaire du réseau liés notamment aux services auxiliaires.
Onderafdeling 3. Conformiteits- en verantwoordingscriterium	Sous-section 3. Critère de conformité et de justification
<b>Art. 30.</b> De door de netbeheerder voorgestelde budgetten voor zijn beheersbare kosten worden uitgewerkt op basis van de laatste door de commissie goedgekeurde werkelijke kosten en voldoen aan het ex-ante rapporteringsmodel.	<b>Art. 30.</b> Les budgets proposés par le gestionnaire du réseau pour ses coûts gérables sont établis à partir des derniers coûts réels approuvés par la commission et respectent le modèle de rapport ex-ante.
Voor elke kostenplaats geeft de netbeheerder systematisch een becijferde verantwoording in van het verschil boven de gecumuleerde inflatie tussen de goedgekeurde werkelijke kosten van het vorige boekjaar en de gebudgetteerde cijfers, waarbij in het bijzonder het volgende wordt vermeld:	Pour chaque centre de coûts, le gestionnaire du réseau fournit systématiquement une justification chiffrée de l'écart dépassant l'inflation cumulée entre les coûts réels approuvés de l'exercice précédent et les chiffres budgétés en précisant notamment :
1° de wijze waarop in het voorstel van budget rekening is gehouden met uitzonderlijke gebeurtenissen/elementen (i) die zich hebben voorgedaan in het jaar waarop het laatste verslag over de goedgekeurde werkelijke kosten betrekking heeft en/of (ii) waarop voor het komende jaar werd geanticipeerd;	1° la manière dont les événements/éléments exceptionnels (i) survenus lors de l'année concernée par le dernier rapport relatif aux coûts réels approuvés et/ou (ii) anticipés pour l'année à venir ont été pris en compte dans la proposition de budget ;
2° de eventueel gebruikte indexeringsparameter(s) en de gebruikte bronnen en gegevens;	2° le(s) paramètre(s) d'indexation éventuellement utilisé(s) ainsi que les sources et données utilisées ;
3° de wijze waarop in het voorstel van budget al dan niet rekening is gehouden met de resultaten van de reeds uitgevoerde aanbestedingsprocedures voor het volgende boekjaar en met de reeds ontvangen offertes van de leveranciers.	3° la manière dont les résultats des procédures d'adjudication déjà menées pour le prochain exercice et les offres des fournisseurs déjà reçues ont ou non été pris en compte dans la proposition budgétaire.
Het gebrek aan verantwoording, in het bijzonder met betrekking tot de gebruikte hypothesen en indexeringsmethodes, en/of het onderscheid tussen uitzonderlijke elementen en recurrente kosten en/of voldoende onderverdeling/opsplitsing van de verschillende kosten zal in principe aanleiding geven tot een verwerping van de kosten.	Le manque de justification, notamment en ce qui concerne les hypothèses et méthodes d'indexation utilisées, et/ou de distinction entre les éléments exceptionnels et les coûts récurrents et/ou de subdivision/ventilation suffisante entre les différents coûts entraînent, en principe, le rejet des coûts.
Stijgingen die hoger zijn dan de inflatie en niet voldoende kunnen worden onderbouwd, worden in principe afgewezen.	Les augmentations supérieures à l'inflation qui ne peuvent être suffisamment étayées sont en principe rejetées.
<b>Art. 31.</b> In zijn verslag ex ante worden de door de netbeheerder voorgestelde budgetten voor zijn niet-beheersbare kosten vastgesteld op basis van ondertekende contracten of, bij gebrek daaraan, op de resultaten van de laatste aanbesteding voor de aanleg van de strategische reserve en de resultaten van de laatste veilingen voor het capaciteitsvergoedingsmechanisme.	<b>Art. 31.</b> Dans son rapport ex-ante, les budgets proposés par le gestionnaire du réseau pour ses coûts non gérables sont établis sur la base des contrats signés ou, à défaut, des résultats du dernier appel d'offres pour la constitution de la réserve stratégique et des résultats des dernières mises aux enchères pour le mécanisme de rémunération de capacité.

<b>Art. 32.</b> Elk niet-verantwoord kostenverschil dat voortvloeit uit ramingen die de commissie niet heeft aanvaard, wordt als onredelijk beschouwd.	<b>Art. 32.</b> Tout écart non justifié de coûts résultant d'estimations non acceptées par la commission est considéré comme non raisonnable.
<b>Art. 33.</b> Kosten die voortvloeien uit het niet of laattijdig toepassen van de regels voor het verstrekken van bankgaranties, het niet innen van verschuldigde boetes of van de terugbetalingsverplichting worden als onredelijk beschouwd, onverminderd de mogelijkheden om de boetes en de terugbetalingsverplichting te betwisten, in overeenstemming met de werkingsregels en de redelijke kosten in verband met de betwistingsprocedures.	<b>Art. 33.</b> Les coûts résultant de la non-application ou de l'application tardive des règles de constitution des garanties bancaires, de la non-perception de pénalités dues ou de l'obligation de remboursement sont considérés comme non raisonnables, sans préjudice des possibilités de contestation des pénalités et de l'obligation de remboursement, conformément aux règles de fonctionnement et des coûts raisonnables liés au suivi des procédures de contestation.
<b>Art. 34.</b> Elementen die het gevolg zijn van het niet correct toepassen van bindende rechtspraak worden als onredelijk beschouwd.	<b>Art. 34.</b> Les éléments résultant de l'application incorrecte d'une jurisprudence contraignante sont considérés comme non raisonnables.
<b>Art. 35.</b> Aankopen van goederen en diensten die verricht worden met inachtneming van de wetgeving inzake overheidsopdrachten worden verondersteld te zijn verricht aan de marktprijs, desgevallend onder voorbehoud van de beoordelingsbevoegdheid van de commissie;	<b>Art. 35.</b> Les achats de biens et de services réalisés dans le respect de la législation sur les marchés publics sont réputés réalisés au prix du marché, sous réserve, le cas échéant, du pouvoir d'appréciation de la commission.
<b>Art. 36.</b> Bij de beoordeling ex ante worden kosten waarvoor de netbeheerder geen verantwoording of geen verantwoording voor de evolutie heeft gegeven als onredelijk beschouwd.	<b>Art. 36.</b> Lors de l'évaluation ex-ante, les coûts dont la justification, ou dont la justification de l'évolution, n'est pas apportée par le gestionnaire du réseau sont considérés comme non raisonnables.
Bij de bepaling ex post van de werkelijke in aanmerking komende kosten worden kosten waarvoor de netbeheerder geen verantwoording of geen verantwoording voor de evolutie ervan heeft gegeven en/of waarvan de echtheid niet door boekhoudkundige documenten is aangetoond als onredelijk beschouwd.	Lors de la détermination ex-post des coûts réels éligibles, les coûts dont la justification, ou dont la justification de l'évolution, n'est pas apportée par le gestionnaire du réseau et/ou dont la réalité n'est pas prouvée par des documents comptables, sont considérés comme non raisonnables.
Onderafdeling 4. Criterium voor het nastreven van het algemeen belang	Sous-section 4. Critère du respect de l'intérêt général
<b>Art. 37.</b> Kostenelementen waarvan de commissie voldoende kan aantonen dat ze geen voorwerp hebben uitgemaakt van voldoende kostenbeheersing worden als onredelijk beschouwd.	<b>Art. 37.</b> Les éléments de coûts à propos desquels la commission peut démontrer de manière suffisante qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une maîtrise des coûts suffisante sont considérés comme non raisonnables.
<b>Art. 38.</b> Kostenelementen die verband houden met gerechtelijke procedures die de netbeheerder tegen de federale staat, de commissie of een andere autoriteit heeft aangespannen in het kader van zijn activiteiten met betrekking tot de strategische reserve en het capaciteitsvergoedingsmechanisme worden als onredelijk beschouwd indien dergelijke	<b>Art. 38.</b> Les éléments de coûts lié à des procédures juridictionnelles introduites par le gestionnaire du réseau contre l'État fédéral, la commission ou toute autre autorité dans le cadre de ses activités liées à la réserve stratégique et au mécanisme de rémunération de capacité sont considérés comme non raisonnables, lorsque ces procédures sont

procedures in laatste instantie worden verworpen en door de commissie als onrechtmatig of louter dilatoir worden beschouwd.	rejetées en dernière instance et qu'elles sont jugées abusives ou purement dilatoires par la commission.
<b>Art. 39.</b> Kostenelementen waarvan de commissie afdoende kan aantonen dat zij uitsluitend bedoeld zijn om de aandeelhouderswaarde te verhogen ten koste van de netgebruikers worden als onredelijk beschouwd.	<b>Art. 39.</b> Les éléments de coûts pour lesquels la commission peut démontrer de manière suffisante qu'ils visent exclusivement à augmenter la valeur d'actionnaires au détriment des utilisateurs du réseau sont considérés comme non raisonnables.
<b>Art. 40.</b> Kosten die het gevolg zijn van een sanctie die door een bevoegde instantie aan de netbeheerder is opgelegd, omwille van zijn gedrag, worden als onredelijk beschouwd.	<b>Art. 40.</b> Les coûts qui résultent d'une sanction imposée par une autorité compétente au gestionnaire du réseau, du fait de son comportement, sont considérés comme non raisonnables.
Onderafdeling 5. Onvermijdelijkheids criterium	Sous-section 5. Critère d'inévitabilité
<b>Art. 41.</b> Kostenverschillen die het gevolg zijn van het niet of laattijdig toepassen van voorgeschreven wettelijke procedures worden als onredelijk beschouwd.	<b>Art. 41.</b> Les écarts de coûts qui résultent de la non application ou de l'application tardive des procédures légales prescrites sont considérées comme non raisonnables.
<b>Art. 42.</b> Kosten die het gevolg zijn van laattijdig ingrijpen door de netbeheerder of een manifest late start van uitvoering worden, in principe, als onredelijk beschouwd.	<b>Art. 42.</b> Les coûts qui résultent d'une intervention tardive du gestionnaire du réseau ou d'un début d'exécution manifestement tardif sont, en principe, considérés comme non raisonnables.
<b>Art. 43.</b> Kostenverschillen die het gevolg zijn van het niet toepassen van efficiënte aankoopprocedures worden, in principe, als onredelijk beschouwd.	<b>Art. 43.</b> Les écart de coûts qui résultent de la non application de procédures d'achat efficaces sont, en principe considérés comme non raisonnables.
<b>Art. 44.</b> Kostenelementen die het gevolg zijn van een onjuiste toepassing van het principe "at arm's length", d.w.z. de marktconformiteit (voor zover er een concurrentiële markt bestaat) van transacties met een met de netbeheerder verbonden onderneming, worden in principe als onredelijk beschouwd.	<b>Art. 44.</b> Les éléments de coûts qui sont la conséquence d'une application incorrecte du principe dit « at arm's length », c'est-à-dire la conformité au marché (pour autant qu'il existe un marché concurrentiel) des transactions avec une entreprise liée au gestionnaire du réseau, sont en principe considérées comme non raisonnables.
Bovendien wordt het verschil dat voortvloeit uit een prestatie die door een met de netwerkbeheerder verbonden onderneming wordt gefactureerd, tegen hogere kosten dan die die de netbeheerder zou hebben gemaakt indien de dienst door zijn eigen personeel was verricht, in principe, als onredelijk beschouwd.	En outre, l'écart qui résulte d'une prestation facturée par une entreprise liée au gestionnaire du réseau, à un coût supérieur à celui qui aurait été supporté par le gestionnaire du réseau si cette prestation avait été réalisée par du personnel propre est, en principe, considéré comme non raisonnable.
<b>Art. 45.</b> Kostenelementen die het gevolg zijn van een kennelijk foutieve uitvoering of die gepaard gaan met een verspilling van middelen worden als onredelijk beschouwd.	<b>Art. 45.</b> Les éléments de coûts qui résultent d'une exécution manifestement fautive, ou qui s'accompagnent d'un gaspillage de moyens sont considérés comme non raisonnables.
<b>Art. 46.</b> Kostenelementen die werden verworpen en/of het voorwerp uitmaken van een attest met voorbehoud na een controle van	<b>Art. 46.</b> Les éléments de coûts qui ont été rejetés et/ou qui font l'objet d'une attestation avec réserve à l'issue du contrôle des comptes

de jaarrekeningen door de commissaris van de netbeheerder worden als onredelijk beschouwd.	annuels par le commissaire du gestionnaire du réseau sont considérés comme non raisonnables.
<b>Art. 47.</b> Kostenelementen waarvan de commissie kan aantonen dat zij in of na een bepaald exploitatiejaar niet meer of slechts in mindere mate zullen voorkomen, worden als onredelijk beschouwd.	<b>Art. 47.</b> Les éléments de coûts à propos desquels la commission peut démontrer qu'ils n'apparaîtront plus, ou seulement dans une moindre mesure, au cours ou à partir d'un exercice d'exploitation déterminé sont considérés comme non raisonnables.
<b>Art. 48.</b> Kostenelementen die voortvloeien uit een manifest onredelijke handeling of een handeling die als zware fout kan worden beschouwd, in die zin dat geen enkele andere persoon die met kennis van zaken handelt dezelfde handeling in dezelfde omstandigheden zou hebben uitgevoerd, worden als onredelijk beschouwd.	<b>Art. 48</b> Les éléments de coûts découlant d'un acte manifestement déraisonnable, ou pouvant être qualifié de faute lourde, dans le sens où aucune autre personne agissant en connaissance de cause n'aurait posé le même acte dans les mêmes circonstances sont considérés comme non raisonnables.
Afdeling 3. Modaliteiten voor de controle van de kosten van buitenlandse netbeheerders	Section 3. Modalités de contrôle des coûts des gestionnaires de réseau étrangers
<b>Art. 49.</b> De netbeheerder neemt in zijn verslag ex ante en in zijn verslag ex post de kosten op van de transmissienetbeheerders van aangrenzende Europese lidstaten in verband met de deelname van buitenlandse onrechtstreekse capaciteiten aan het Belgische capaciteitsvergoedingsmechanisme.	<b>Art. 49.</b> Le gestionnaire du réseau intègre dans son rapport ex-ante et dans son rapport ex-post les coûts des gestionnaires de réseau de transport des Etats membres européens limitrophes liés à la participation de capacités étrangères indirectes au mécanisme de rémunération de capacité belge.
<b>Art. 50.</b> §1. Deze kosten worden als onredelijk beschouwd indien zij niet aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen:	<b>Art. 50.</b> § 1 <sup>er</sup> . Ces coûts sont considérés comme non raisonnables s'ils ne respectent pas les conditions cumulatives suivantes :
1° zij hebben alleen betrekking op de taken die zijn opgesomd in artikel 26(10) van verordening (EU) nr. 2019/943;	1° ils n'ont trait qu'aux tâches listées à l'article 26(10) du règlement (UE) n° 2019/943 ;
2° zij hebben betrekking op activiteiten die door deze netbeheerders worden uitgevoerd na de goedkeuring door de commissie van de overeenkomst tussen netbeheerders bedoeld in artikel 7undecies, § 15, tweede lid van de wet van 29 april 1999, evenals, in voorkomend geval activiteiten die na de goedkeuring door de commissie van het kaderakkoord voorafgaand aan dit akkoord voor zover dit kaderakkoord de verbintenis van deze netbeheerders bevat om de deelname van onrechtstreekse buitenlandse capaciteiten aan het Belgische capaciteitsvergoedingsmechanisme mogelijk te maken, de algemene principes om de effectieve implementatie ervan te verzekeren en een eerste raming van de kost van deze implementatie en het principe dat de kosten die de netbeheerder maakt vóór de ondertekening van een of meerdere akkoorden tussen	2° ils concernent des activités menées par ces gestionnaires de réseau postérieurement à l'approbation par la commission de l'accord entre gestionnaires de réseau visé à l'article 7undecies, § 15, alinéa 2, de la loi du 29 avril 1999 ainsi que, le cas échéant, des activités menées postérieurement à l'approbation par la commission d'un l'accord-cadre préalable à cet accord pour autant que cet accord-cadre contient l'engagement de ces gestionnaires de réseau à permettre la participation des capacités étrangères indirectes au mécanisme de rémunération de capacité belge, les principes généraux pour en garantir la mise en œuvre effective ainsi qu'une première estimation du coût de cette mise en œuvre et le principe selon lequel les coûts exposés par le gestionnaire du réseau, antérieurs à la signature d'un (des) accord(s) entre gestionnaires de réseau pour la



netbeheerders voor de deelname van Belgische capaciteiten aan het capaciteitsvergoedingsmechanisme of de capaciteitsvergoedingsmechanismen van de betreffende aangrenzende Europese lidstaat of lidstaten rechtstreeks of onrechtstreeks zullen gedragen worden door het capaciteitsvergoedingsmechanisme van die lidstaat of lidstaten in het geval de capaciteitsvergoedingsmechanisme in een nabijgelegen Europese lidstaat of lidstaten wordt ontwikkeld ;	participation des capacités belges au(x) mécanisme(s) de rémunération de capacité de l'Etat (des Etats) membre(s) européen(s) limitrophe(s) concerné(s) seront supportés directement ou indirectement par le biais du mécanisme de rémunération de capacité de cet (ces) Etat(s) dans le cas où un mécanisme de rémunération de capacité est développé dans un (des) Etat(s) membre(s) européen(s) limitrophe(s) ;
3° zij voldoen aan de voormelde overeenkomst;	3° ils sont conformes à l'accord précité ;
4° zij hebben geen betrekking op de kosten voor de ontwikkeling van het register bedoeld in artikel 26(10) van verordening (EU) nr. 2019/943;	4° ils ne concernent pas les coûts de développement du registre visée à l'article 26(10) du règlement (UE) n° 2019/943 ;
5° zij voldoen aan de redelijkheidscriteria bepaald in de artikelen 22 tot en met 49.	5° ils respectent les critères de raisonabilité énoncés aux articles 22 à 49.
§ 2. als zij betrekking hebben op activiteiten die door deze netbeheerders worden uitgevoerd vóór de goedkeuring door de commissie van de overeenkomst tussen netbeheerders bedoeld in artikel 7undecies, § 15, tweede lid van de wet van 29 april 1999 of in het kaderakkoord, dan worden deze kosten als onredelijk beschouwd tenzij de volgende cumulatieve voorwaarden zijn vervuld:	§ 2. S'ils concernent des activités menées par ces gestionnaires de réseau antérieurement à l'approbation par la commission de l'accord entre gestionnaires de réseau visé à l'article 7undecies, § 15, alinéa 2, de la loi du 29 avril 1999 ou de l'accord-cadre, ces coûts sont considérés comme non raisonnables à moins que les conditions cumulatives suivantes soient remplies :
1° deze kosten hebben enkel betrekking op prestaties uitgevoerd in de zes maanden voor de voorlegging van het akkoord bedoeld in artikel 7undecies, § 15, 2e lid van de wet van 29 april 1999, of in het kaderakkoord aan de commissie;	1° ces coûts ne concernent que des prestations réalisées au cours des six mois précédant la soumission à la commission de l'accord visé à l'article 7undecies, § 15, alinéa 2, de la loi du 29 avril 1999 ou de l'accord-cadre ;
2° deze kosten worden vooraf opgenomen in het verslag ex ante;	2° ces coûts sont préalablement repris dans le rapport ex-ante ;
3° zij voldoen aan de redelijkheidscriteria uit artikel 22 tot en met 49;	3° ils respectent les critères de raisonabilité énoncés aux articles 22 à 49 ;
Het in aanmerking komende karakter van deze kosten is bovendien onderworpen aan de ondertekening door deze netbeheerders van het akkoord bedoeld in artikel 7undecies, § 15, 2e lid van de wet van 29 april 1999 zoals goedgekeurd door de commissie.	Le caractère éligible de ces coûts est en outre subordonné à la signature par ces gestionnaires de réseau de l'accord visé à l'article 7undecies, § 15, alinéa 2, de la loi du 29 avril 1999, tel qu'approuvé par la commission.
HOOFDSTUK 4. MEDEDELING VAN INFORMATIE	CHAPITRE 4. COMMUNICATIONS DES INFORMATIONS
<b>Art. 51.</b> De commissie stelt de rapporteringsmodellen ex ante en ex post op na raadpleging van de netbeheerder.	<b>Art. 51.</b> La commission établit les modèles de rapport ex-ante et ex-post après consultation du gestionnaire du réseau.
<b>Art. 52.</b> De verslagen ex ante en ex post bevatten alle relevante gegevens die vereist zijn met betrekking tot de (werkelijke) in	<b>Art. 52.</b> Les rapports ex-ante et ex-post contiennent toutes les données pertinentes requises relatives aux coûts et recettes (réels)

aanmerking komende kosten en ontvangsten van de activiteiten van de netbeheerder in verband met de strategische reserve en het capaciteitsvergoedingsmechanisme.	éligibles des activités du gestionnaires du réseau liées à la réserve stratégique et au mécanisme de rémunération de capacité.
<b>Art. 53.</b> Bij de verwerking van de verslagen ex ante kan de commissie binnen tien werkdagen na ontvangst van deze verslagen een eerste verzoek om aanvullende informatie overmaken. De netbeheerder beantwoordt het uiterlijk binnen zeven werkdagen na ontvangst van de aanvraag.	<b>Art. 53.</b> Dans le cadre du traitement des rapports ex-ante, la commission peut transmettre une première demande d'informations complémentaires dans les dix jours ouvrables de la réception de ces rapports . Le gestionnaire du réseau y répond au plus tard dans les sept jours ouvrables de la réception de la demande.
De netbeheerder antwoordt vervolgens zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen drie werkdagen na ontvangst van de aanvraag op alle eventuele bijkomende aanvragen.	Le gestionnaire du réseau répond ensuite à toute demande additionnelle éventuelle dès que possible et au plus tard dans les trois jours ouvrables de la réception de la demande.
De commissie legt haar ontwerpen voor de evaluatie van de kosten bedoeld in artikel 7octies, 2e lid, 1° en 7undecies, § 15, 3e lid, 1° aan de netbeheerder voor. De netbeheerder heeft zeven werkdagen de tijd om zijn opmerkingen in te dienen.	La commission soumet au gestionnaire du réseau ses projets d'évaluation des coûts visés aux articles 7octies, alinéa 2, 1°, et 7undecies, § 15, alinéa 3, 1°. Le gestionnaire du réseau dispose de sept jours ouvrables pour soumettre ses observations.
<b>Art. 54.</b> In het kader van de verwerking van de ex-postverslagen kan de commissie binnen zeven werkdagen na ontvangst van deze verslagen een eerste verzoek om aanvullende informatie indienen. De netbeheerder beschikt over vijf werkdagen om zijn opmerkingen over te maken.	<b>Art. 54.</b> Dans le cadre du traitement des rapports ex-post, la commission peut transmettre une première demande d'informations complémentaires dans les sept jours ouvrables de la réception de ces rapports. Le gestionnaire du réseau dispose de cinq jours ouvrables pour soumettre ses observations.
De netbeheerder antwoordt vervolgens zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen drie werkdagen na ontvangst van de aanvraag op eventuele bijkomende aanvragen.	Le gestionnaire du réseau répond ensuite à toute demande additionnelle éventuelle dès que possible et au plus tard dans les trois jours ouvrables de la réception de la demande.
De commissie legt haar ontwerpen voor de evaluatie van de kosten bedoeld in artikel 7octies, 2e lid, 2° en 7undecies, § 15, 3e lid, 2° aan de netbeheerder voor. De netbeheerder heeft vijf werkdagen de tijd om zijn opmerkingen in te dienen.	La commission soumet au gestionnaire du réseau ses projets d'évaluation des coûts visés aux articles 7octies, alinéa 2, 2°, et 7undecies, § 15, alinéa 3, 2°. Le gestionnaire du réseau dispose de cinq jours ouvrables pour soumettre ses observations.
<b>Art. 55.</b> De commissie en de netbeheerder kunnen onderling de modaliteiten overeenkomen voor de indiening en behandeling van verslagen ex ante en ex post die verschilt van de modaliteiten voorzien in de artikelen 53 en 54, onverminderd de uiterlijke termijnen bepaald in artikel 7octies, 2e lid en 7undecies, § 15 van de wet van 29 april 1999.	<b>Art. 55.</b> La commission et le gestionnaire du réseau peuvent convenir d'un commun accord de modalités d'introduction et de traitement des rapports ex-ante et ex-post qui diffèrent de celles prévues aux articles 53 et 54, sans préjudice des dates limites prévues aux articles 7octies, alinéa 2, et 7undecies, § 15, de la loi du 29 avril 1999.
<b>HOOFDSTUK 5. SLOTBEPALINGEN</b>	<b>CHAPITRE 5. DISPOSITIONS FINALES</b>
<b>Art. 56.</b> Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.	<b>Art. 56.</b> Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

<p>Het is niet van toepassing op de bepaling van de saldi met betrekking tot de kosten van de activiteiten van de netbeheerder die verband houden met de strategische reserve en het capaciteitsvergoedingsmechanisme voor het jaar 2021.</p>	<p>Il n'est pas applicable à la détermination des soldes liés aux coûts des activités du gestionnaire du réseau liées à la réserve stratégique et au mécanisme de rémunération de capacité pour l'année 2021.</p>
<p><b>Art. 57.</b> De minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.</p>	<p><b>Art. 57.</b> Le ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.</p>
<p>Gegeven te [...]</p>	<p>Donné à [...]</p>